

Cote du document: EB 2016/119/R.24/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 14 b) ii)  
Date: 14 décembre 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

Rasha Omar  
Représentante dans le pays  
Division Asie et Pacifique  
Tél.: +91 981 1990167  
courriel: r.omar@ifad.org

Aissa Touré  
Attachée au programme  
de pays  
téléphone: +39 06 5459 2147  
courriel: ai.toure@ifad.org

##### Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session  
Rome, 14-15 décembre 2016

---

Pour: Approbation

## Table des matières

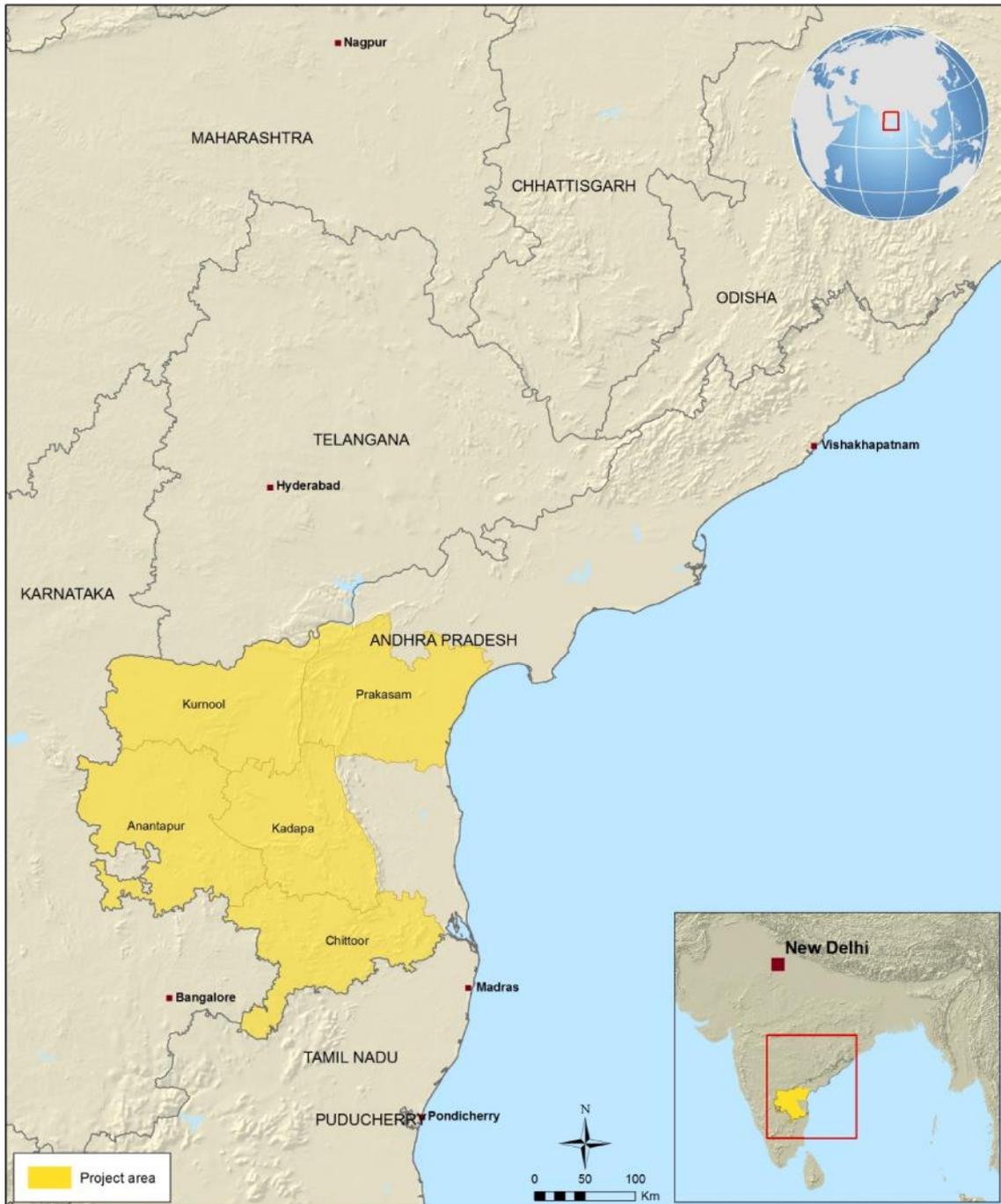
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	14

## Sigles et acronymes

GP	Gram Panchayat
MGNREGS	Plan national de garantie de l'emploi rural Mahatma Gandhi
RIDF	Fonds pour le développement de l'infrastructure rurale
RKVY	Rashtriya Krishi Vikas Yojana (dispositif national de développement agricole)
RUH	Réseau d'unités hydrologiques
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet
UGPD	Unité de gestion du projet au niveau du district
UGPE	Unité de gestion du projet au niveau de l'État

## Carte de la zone du projet

République de l'Inde  
 Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de  
 l'Andhra Pradesh



Source : FIDA 27-10-2016



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de l'Inde

### Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République de l'Inde
<b>Organisme d'exécution:</b>	Direction générale de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	148,8 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	75,5 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Cofinanceurs:</b>	Fonds pour le développement de l'infrastructure rurale (RIDF) Plan national de garantie de l'emploi rural Mahatma Gandhi (MGNREGS) Rashtriya Krishi Vikas Yojana (RKVY)
<b>Montant du cofinancement:</b>	RIDF: 6,2 millions d'USD MGNREGS: 42 millions d'USD RKVY: 2,4 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	13,9 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	8,8 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République d'Inde pour le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

## Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'économie indienne, dont la croissance a été de 7,5% entre 2004 et 2013, se place aujourd'hui au troisième rang mondial. Au cours de la dernière décennie, la pauvreté a considérablement reculé, passant de 39% en 2005 à 22% en 2014. Malgré une croissance économique forte, la pauvreté demeure un problème majeur en Inde, 23,6% de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour. Ce pays, qui compte 33% des pauvres de la planète, présente des niveaux nutritionnels inacceptables, avec 29,4% des enfants en déficit pondéral.
2. Grâce aux bons résultats obtenus par l'Inde sur le plan agricole au cours des dernières décennies, le pays, autrefois dépendant des importations de céréales, est aujourd'hui un exportateur net de denrées alimentaires. Néanmoins, compte tenu de la croissance plus rapide des autres secteurs, la part que représente l'agriculture dans l'économie de l'Inde n'est plus que de 17%. La transformation structurelle a été, en revanche, lente; l'agriculture reste le principal moyen d'existence de plus de la moitié de la population; et près des trois-quarts de la population indienne dépendent de revenus ruraux.
3. Dans l'État de l'Andhra Pradesh, l'agriculture est la principale source de subsistance pour plus de 62% de la population; en 2014/2015, elle représentait 27% du PBI de l'État. La pluviométrie annuelle est de 966 mm en moyenne. Les canaux et les eaux souterraines sont les principales sources d'irrigation. Les petits exploitants et les agriculteurs marginaux, qui représentent environ 80% des détenteurs de terres agricoles, cultivent seulement 54% de ces dernières. L'agriculture pluviale est pratiquée sur près de 57% de la superficieensemencée nette.
4. Les cinq districts du projet – Anantapur, Chittoor, Kadapa, Kurnool et Prakasam – comptent environ 3 millions de paysans, dont 80% sont des petits exploitants et des agriculteurs marginaux cultivant moins de 2 hectares. La production agricole repose principalement sur des cultures de rente, essentiellement des oléagineux (arachides), suivis des légumineuses et du coton. Les bovins et les buffles, remplacés par des tracteurs et souffrant de l'aggravation des pénuries de fourrage et d'eau, ont diminué. En revanche, le nombre de petits ruminants, qui peuvent survivre à la sécheresse, augmente. Les cinq districts du projet comptent le plus grand nombre de petits ruminants (12 millions) de l'État. Les ovins y sont plus nombreux que les caprins. En revanche, la productivité animale est faible et les taux de mortalité élevés en raison d'un accès limité aux services d'assistance et aux intrants, ces problèmes étant aggravés par la migration des troupeaux pour rechercher des pâturages saisonniers.

5. Moins d'un cinquième de la zone à prédominance pluviale est irriguée, principalement par des eaux souterraines; l'irrigation est utilisée pour l'horticulture commerciale, une partie de la riziculture et les cultures de saison sèche, ainsi qu'en complément pour les cultures pluviales. Les eaux souterraines sont également utilisées à des fins commerciales (par exemple, eau potable en bouteille et boissons), d'où une baisse du niveau des nappes phréatiques qui ne constituent plus une source d'irrigation fiable pour de nombreux petits paysans. Dans les districts de Chittoor et d'Anantapur, par exemple, le niveau des nappes phréatiques a atteint un niveau critique mettant hors d'usage de nombreux puits. Dans ces districts, le forage est devenu coûteux, la profondeur pouvant aller jusqu'à 300 mètres (1 000 pieds). Pas moins de 95% des puits forés sont hors d'usage ou à sec. On estime que l'épuisement des nappes phréatiques concerne désormais 30% de l'ensemble des mandals/blocs (subdivision administrative des districts dans l'Andhra Pradesh) dans la zone du projet.
6. Sur la plus grande partie de la zone du projet, la terre est pauvre et sa capacité de rétention de l'eau est faible. Du fait de l'irrégularité des précipitations, les superficies cultivées et les rendements varient fortement d'une année à l'autre. Dans le district d'Anantapur, les superficies cultivées en arachide ont été divisées par deux et les rendements par 20 (passant de 1 310 kg/ha à 67 kg/ha) au cours des vingt dernières années. Les précipitations faibles et irrégulières et les possibilités d'irrigation limitées constituent les principaux obstacles.
7. Compte tenu des risques liés à l'agriculture, en termes de pluviométrie et d'irrigation, les agriculteurs sont de plus en plus endettés. Ils se trouvent dans l'incapacité de rembourser les prêts contractés pour payer le forage de puits qui ne produisent plus d'eau. Cette situation est une source de grande détresse: le nombre de suicides chez les agriculteurs a augmenté, en particulier chez ceux ayant fortement investi dans l'horticulture commerciale. Dans la zone du projet, une évaluation du bien-être économique réalisée pendant la conception du projet a montré que 51% des ménages ruraux appartenaient aux catégories défavorisées ou les plus défavorisées.
8. L'État de l'Andhra Pradesh a décidé de relever le défi de la sécheresse et de l'épuisement des nappes phréatiques en expérimentant une méthode de gestion de la demande en eau. Cette méthode, testée entre 2004 et 2009 dans le cadre du Projet relatif aux Systèmes d'eaux souterraines gérés par les paysans de l'Andhra Pradesh (APFAMGS), mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans environ 640 villages, a donné les résultats suivants: réduction de l'aspiration des eaux souterraines; remplacement des bananes, du riz et du coton par d'autres cultures moins gourmandes en eau, comme les arachides et une variété locale de lentilles vertes; confirmation du caractère transposable de la méthode, l'application des règles de gestion de l'eau n'étant régie par aucune autorité compétente. Les autorités de l'État de l'Andhra Pradesh ont décidé de reproduire l'expérience de gestion de la demande en eau dans tous les mandals exposés à la sécheresse situés dans la zone du projet, par une approche de saturation englobant tous les villages, aussi bien les paysans pratiquant l'agriculture pluviale que ceux irriguant à l'aide de puits.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

9. Le projet s'attaquera au problème fondamental que constituent la faible productivité et le risque élevé de l'agriculture dans les districts concernés de l'Andhra Pradesh exposés à la sécheresse. La situation est aggravée par l'accès limité des paysans aux informations, notamment météorologiques et aux décisions liées à la météo (par exemple, choix des cultures, dates d'ensemencement, lutte contre les ravageurs et les maladies), en raison de l'absence d'un système de gouvernance ou de gestion des ressources en eau destiné à limiter spécifiquement de nouveaux forages de

puits, de l'adoption de mauvaises pratiques agricoles et d'une utilisation sous-optimale de la technologie. C'est pourquoi, en privilégiant la concertation et la coordination, le projet a pour objectif d'atténuer les problèmes liés aux sécheresses récurrentes et d'aider les paysans à accroître leurs revenus en dépit de cet environnement agricole très défavorable. Cet objectif sera atteint grâce aux mesures suivantes: l'adoption d'une agriculture plus résiliente et mieux adaptée; l'intégration du bétail (ovins et volailles de basse-cour) pour améliorer la résilience du système agricole à la sécheresse; l'amélioration de la gestion des ressources en eau moyennant une gestion de la demande en eaux souterraines au niveau communautaire et son intégration aux structures gouvernementales locales; et la collecte et le stockage des eaux de pluie ainsi que l'amélioration de la reconstitution des nappes phréatiques souterraines afin d'augmenter la quantité d'eau disponible.

10. Le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh s'inscrit dans le droit fil des priorités et des stratégies du gouvernement de l'État. Le document de stratégie pour le secteur primaire de l'État de l'Andhra Pradesh, élaboré en 2014 avec l'aide du Centre international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, place au rang des priorités la collecte plus systématique de l'eau de pluie dans les districts souffrant de la sécheresse et la gestion des faibles ressources en eaux souterraines. Le document de stratégie préconise également la cartographie de la santé des sols et l'accroissement de la matière organique, l'agriculture biologique et le développement de l'horticulture. L'objectif et les résultats du projet sont en harmonie avec la stratégie de l'État de l'Andhra Pradesh.
11. Le présent projet est en adéquation avec le premier objectif stratégique du Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) (prolongé jusqu'en 2016), à savoir le renforcement de l'accès aux technologies agricoles et aux ressources naturelles. Il est intéressant de noter que l'évaluation du programme de pays effectuée en 2015 a jugé le COSOP-AR satisfaisant sur le plan de la pertinence.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

12. La zone d'intervention couvrira les cinq districts les plus secs de l'État de l'Andhra Pradesh – Anantapur, Chittoor, Kadapa, Kurnool (région du Rayalaseema) et Prakasam. Le projet sera mis en œuvre dans des groupes de villages correspondant aux Gram Panchayats (GP), le niveau administratif de base en Inde. Le projet envisage d'inclure 330 GP, pour un total de 165 000 ménages d'agriculteurs. Dans ces GP, une approche de saturation sera adoptée, avec le ciblage de tous les paysans. De plus, le projet collaborera avec des groupes de GP appartenant au même bassin versant qui, avec les eaux souterraines sous-jacentes, définissent des unités hydrologiques. Chaque unité compte en moyenne cinq GP.
13. Le groupe cible du projet comprendra toutes les catégories de paysans et de personnes sans terre, notamment les castes répertoriées et les tribus répertoriées, ainsi que les ménages vulnérables, comme les ménages dirigés par une femme. Dans toutes les activités du projet, les questions d'égalité des sexes seront prises en compte. Le projet reposera sur une stratégie de ciblage en deux étapes. Au cours de la première étape, un ciblage géographique des villages les plus touchés par la sécheresse dans les mandals les plus pauvres sera effectué. La seconde étape du projet adoptera une approche de ciblage social. L'État de l'Andhra Pradesh a demandé à ce que, dans chaque GP, le projet garantisse un appui aux 100 ménages les plus pauvres.

### B. Objectif de développement du projet

14. L'objectif global du projet est d'améliorer les revenus d'environ 165 000 ménages d'agriculteurs ainsi que leur résilience face à la sécheresse. Ce but sera atteint en

réalisant les objectifs suivants: renforcer la capacité d'adaptation et la productivité agricole dans les zones pluviales des cinq districts du sud de l'État de l'Andhra Pradesh.

### C. Composantes/résultats

15. Le projet s'articulera autour de trois composantes: i) systèmes de production résilients face au changement climatique; ii) résistance à la sécheresse par le biais de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles; et iii) gestion du projet et enseignements tirés.
16. Composante 1: la mise en place de systèmes de production résilients face au changement climatique permettra de renforcer la résilience des systèmes de production végétale et animale aux effets du changement climatique (en particulier à la sécheresse) et de mettre à la disposition des agriculteurs (individus et petits groupes) des informations qui les aideront à investir en connaissance de cause dans l'irrigation de protection, à améliorer leurs méthodes de fertilisation des sols, à diversifier les systèmes de culture et à renforcer la productivité du secteur de l'élevage. La composante 1 s'articule autour de trois sous-composantes:
  - i) amélioration des systèmes de production agricole grâce au soutien de centres d'informations aux agriculteurs et de fermes-écoles ainsi qu'à la promotion de la gestion intégrée de la fertilité des sols et de l'irrigation de protection;
  - ii) amélioration des systèmes de production animale grâce au soutien de facilitateurs communautaires en matière d'élevage proposant des services payants aux éleveurs ovins (amélioration de la stabulation, de l'alimentation et de la reproduction) et un programme d'élevage de volailles de basse-cour à l'intention des femmes les plus pauvres;
  - iii) renforcement des organisations paysannes grâce à l'adoption d'une approche flexible, en collaborant avec les organisations existantes dans la mesure du possible et en créant de nouvelles organisations si nécessaire afin d'apporter un soutien aux paysans en termes de fourniture d'intrants, de multiplication des semences, de services de production, de centres de location de matériel agricole et d'aide à la commercialisation.
17. Composante 2: la résistance à la sécheresse par le biais de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles permettra d'atténuer les effets de la sécheresse et d'améliorer la productivité de l'agriculture par la gestion et l'investissement dans des ressources collectives. L'objectif de la composante 2 sera atteint grâce à la mise en œuvre des trois sous-composantes ci-après:
  - i) la gouvernance de l'eau appuiera la planification hydrologique ainsi que la gestion de l'offre et de la demande par le biais de sous-comités de l'eau au niveau des GP, qui formeront des réseaux d'unités hydrologiques (RUH) dans chaque bassin versant. Une formation et des ateliers permettront de renforcer les capacités locales et l'appui au développement de la planification et de la surveillance des eaux de surface et des eaux souterraines;
  - ii) la surveillance et la conservation de l'eau comprendront le suivi hydrologique et météorologique local à l'appui des décisions et de la planification des ressources en eau au niveau local, ainsi que de la collaboration entre les sous-comités de l'eau des GP et les RUH et les administrations compétentes en matière de suivi de l'offre et de la demande en eau. Une cartographie hydrologique expérimentale des nappes phréatiques est proposée pour compléter les savoirs et les informations disponibles sur les eaux souterraines. Des activités de conservation des sols et de l'eau contribueront à la reconstitution de l'humidité des sols et des eaux souterraines, et des activités de récupération de l'eau géographiquement ciblées viendront compléter la gestion locale de la demande en eau; et

- iii) la régénération des ressources collectives, avec le recours à des méthodes végétatives de conservation de l'eau et le renforcement de la gestion communautaire des pâturages, de la récupération de l'eau et d'autres services environnementaux.
18. Composante 3: gestion du projet et enseignements tirés. Cette composante sera assortie de la mise en place d'une unité de gestion du projet au niveau de l'État de l'Andhra Pradesh (UGPE) et d'une unité de gestion du projet au niveau du district (UGPD) dans chacun des cinq districts. Les enseignements auront trait à la planification et à la gestion des ressources en eau, à la résilience de l'agriculture face à la sécheresse et à l'adaptation au changement climatique, ainsi qu'à l'élaboration de politiques pour les secteurs de la production végétale et animale, en particulier les petits ruminants.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

19. Le projet consolidera et reproduira à plus grande échelle un certain nombre d'initiatives récentes et en cours pour l'agriculture dans les zones exposées à la sécheresse. Parmi ces initiatives, le Projet relatif aux Systèmes d'eaux souterraines gérés par les paysans de l'Andhra Pradesh, déjà cité, ainsi que les travaux de conservation des sols et de l'eau gérés par l'État, dont l'objectif est de récupérer l'eau de pluie et de reconstituer les nappes phréatiques. De plus, le présent projet intégrera certains aspects de différents programmes du Département de l'agriculture et de la coopération de l'État de l'Andhra Pradesh, notamment la multiplication des semences au niveau communautaire, la production de mil, le partage des eaux souterraines, l'agriculture pluviale et les organisations de producteurs. Il mettra également à profit des innovations en matière de production végétale résistante à la sécheresse, de gestion de la fertilité des sols, d'étangs de ferme pour stocker l'eau destinée à l'irrigation de protection, et de gestion communautaire des parcours de propriété collective.

#### B. Cadre organisationnel

20. À l'échelon de l'État de l'Andhra Pradesh, le Département de l'agriculture et de la coopération sera l'organe central; la Direction générale de l'agriculture sera l'organisme chef de file du projet et hébergera l'UGPE. Le Directeur de l'agriculture sera le directeur de projet ex officio. L'Agence de gestion agricole et technologique sera chargée de mettre en œuvre le projet à l'échelon des districts. Il s'agit d'un organisme gouvernemental autonome responsable des services de vulgarisation dont le mandat est l'appui multisectoriel, y compris l'élevage et l'horticulture. La mise en œuvre du projet sera appuyée par des UGP dotées de personnel supplémentaire. Un organisme technique chef de file sera recruté pour conseiller l'UGPE en matière de planification, de renforcement des capacités, de suivi, de documentation et de services de technologie de l'information. Pour soutenir l'exécution sur le terrain, des organismes d'appui seront recrutés aux fins suivantes: i) entreprendre une planification participative au niveau communautaire; ii) former et appuyer des organisations de producteurs ainsi que les sous-comités de l'eau au niveau des GP et les RUH; iii) créer des fermes-écoles et renforcer les capacités de vulgarisation; et iv) suivre la mise en œuvre, y compris le contrôle des dépenses financières par les organisations de producteurs.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

21. Planification. Un projet de plan de travail et budget annuel (PTBA) sera consolidé par l'UGPE avec la contribution des UGPD et d'autres entités, telles que l'organisme technique chef de file et les organismes d'appui. Chaque UGPD regroupera les propositions formulées par les GP ou les organisations de producteurs. Le PTBA sera

ensuite approuvé par le Comité de pilotage du projet et transmis au FIDA pour approbation, au plus tard le 31 janvier de chaque année.

22. Suivi-évaluation. Le système de suivi-évaluation (S&E), en conformité avec le cadre de S&E exposé dans le manuel d'exécution du projet, permettra de collecter des données et des informations afin de mesurer la performance et les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs; il servira d'outil d'apprentissage pour étayer une réflexion critique sur les stratégies et activités du projet; il servira d'aide à la décision à différents niveaux; et constituera la base d'une gestion axée sur les résultats. La responsabilité générale des activités de S&E et d'établissement des rapports sera assurée par le directeur adjoint du projet et le responsable de la planification et du suivi au sein de l'UGPE. L'unité de S&E de l'organisme technique chef de file contribuera aux activités de suivi des résultats et de l'impact, ainsi qu'à la préparation de rapports consolidés sur l'avancement et les résultats du projet.
23. Apprentissage et gestion des savoirs. Conformément à la politique du FIDA, l'apprentissage et la gestion des savoirs constitueront les principaux éléments du projet, grâce à l'adoption d'une approche intégrée en application de laquelle le système de S&E tirera des enseignements pour le projet et du projet. Au cours de la première année de mise en œuvre, l'organisme technique chef de file élaborera une stratégie de gestion de savoirs en mettant à profit la stratégie du FIDA en la matière.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. Gestion financière. Afin d'assurer l'efficacité et l'efficacité de la gestion financière du projet, l'UGPE recrutera localement un responsable financier et un responsable financier adjoint en complément du personnel financier détaché par le gouvernement de l'État de l'Andhra Pradesh en charge de la gestion de l'ensemble des décaissements par le biais du compte unique du Trésor et des comptes de dépôt personnels. Le responsable financier sera chargé de la préparation des rapports financiers intermédiaires consolidés, des états financiers du projet, de l'examen des rapports financiers et des audits des organismes d'appui et d'un certain nombre d'activités de contrôle interne et administratives au niveau de l'institution. Le manuel d'exécution fournira le détail des procédures de contrôle interne à suivre pour la gestion quotidienne du projet, à l'échelon central et au niveau des districts. Sur la base de l'évaluation de la gestion financière du projet, le risque fiduciaire est jugé élevé, et les mesures décrites ci-après devraient atténuer celui-ci.
25. À l'échelon des bureaux de district de l'Agence de gestion agricole et technologique, un agent comptable sera recruté localement pour gérer les ressources financières reçues de l'UGPE et préparer les rapports financiers correspondants. Il/elle sera appuyé(e) par un assistant comptable détaché du Département de l'agriculture et de la coopération ou d'une autre entité gouvernementale.
26. Flux de fonds. Le financement du FIDA sera versé sur un compte désigné libellé en dollars des États-Unis qui sera ouvert auprès de la Banque de réserve de l'Inde et géré par le Service aide, comptes et audit du Bureau du contrôleur. Le FIDA versera comme avance initiale une allocation autorisée d'un montant maximal de 3 millions d'USD. Tous les décaissements de l'UGPE seront effectués par le biais du système du Trésor public. Les dispositions relatives aux flux de fonds prévoient un large recours aux systèmes de l'État/du pays; les transferts de fonds depuis l'État vers les districts doivent être effectués à l'aide du compte unique du Trésor et des comptes de dépôt personnels. Des comptes de dépôt personnels supplémentaires seront ouverts pour chaque agence de gestion agricole et technologique, sur autorisation de l'État. Les décaissements en faveur de l'organisme technique chef de file et de tous les autres organismes d'appui seront gérés par l'UGPE; les procédures relatives aux décaissements en faveur des bureaux de district seront, quant à elles, détaillées dans le manuel d'exécution du projet.

27. Les UGPD de l'Agence de gestion agricole et technologique soumettront à l'UGPE des rapports financiers mensuels sur la base des dépenses effectives engagées. L'UGPE consolidera les dépenses des districts et ses propres dépenses et transmettra tous les trimestres des rapports financiers intermédiaires consolidés qui feront l'objet d'une certification dans le cadre de l'audit réalisé à la fin de chaque exercice financier.
28. Pour la préparation desdits rapports, des demandes de retrait et des rapports financiers, le mécanisme de présentation du compte unique du Trésor sera complété par un logiciel de comptabilité acheté localement et mis en place dans l'UGPE et dans tous les bureaux de district.
29. Audit. L'État demandera au Bureau de l'auditeur général de l'État de l'Andhra Pradesh de mener des audits annuels du projet. Le Bureau de l'auditeur procédera à un "audit de certification" pour les projets financés par des sources extérieures, notamment plusieurs activités spécifiques, telles que des vérifications des états financiers du projet, des rapports financiers intermédiaires remis au FIDA, des transactions de trésorerie du projet et des sociétés de l'Agence de gestion agricole et technologique au niveau des districts. Le Bureau de l'auditeur émettra des avis distincts pour les états financiers, les rapports financiers intermédiaires et l'utilisation du compte unique du Trésor et du système bancaire commercial. Les états financiers vérifiés et le rapport d'audit, y compris la lettre de recommandations, seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice budgétaire. Dans le même temps, l'audit annuel légal sera effectué par un commissaire aux comptes indépendant désigné par le Bureau de l'auditeur général de l'État de l'Andhra Pradesh. L'État a confirmé que le commissaire aux comptes aura pleinement accès au compte unique du Trésor aux fins de l'audit..
30. Financement rétroactif. Afin d'assurer un démarrage harmonieux du projet, il est proposé de procéder, à partir de septembre 2016 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, à des enquêtes de référence et à des études cadastrales ainsi qu'à l'élaboration du manuel d'exécution du projet, des manuels et des directives. Par dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, l'approbation d'un financement rétroactif du FIDA pour les dépenses d'un montant maximal de 1 million d'USD est recommandée. Ces dépenses proposées seront réparties en trois catégories: i) consultants; ii) biens, services et intrants; et iii) traitements et indemnités. Les dépenses encourues seront remboursées à l'emprunteur après l'entrée en vigueur du projet.
31. Passation des marchés. Les marchés relatifs aux biens, travaux et services financés grâce aux fonds fournis ou administrés par le FIDA passés dans le cadre du projet devront être conformes aux Directives du FIDA en la matière ainsi qu'au Manuel de passation des marchés de 2010. Les marchés seront passés conformément à un plan consolidé de passation des marchés soumis par l'UGPE et approuvé par le comité de pilotage du projet et le FIDA.
32. Gouvernance. S'inscrivant dans la politique et le cadre de gouvernance électronique solides dont est doté l'État de l'Andhra Pradesh, l'UGPE diffusera au minimum les documents suivants, par le biais du site Web du projet ou de la Direction générale de l'agriculture: i) un plan de passation des marchés et ses éventuelles révisions; ii) un manuel de passation de marchés; iii) des avis d'appels d'offres de biens et de travaux pour tous les contrats faisant appel à la concurrence nationale; iv) l'appel à manifestation d'intérêt pour la sélection/le recrutement des consultants; v) les attributions de marché pour l'acquisition de biens, la réalisation de travaux et la prestation de services de consultants; vi) la liste des contrats après entente directe ou sélection d'un fournisseur unique); vii) la liste des consultants sélectionnés; viii) l'adjudication de contrats pour tous les services de consultants; et ix) les rapports sur les mesures prises quant aux plaintes reçues. De plus, l'UGPE publiera également toute information relative aux fonds publics, conformément aux

dispositions de la loi sur le droit à l'information et des décisions du Commissaire à l'information local applicables à la mise en œuvre du projet.

## E. Supervision

33. Le FIDA supervisera directement le projet, moyennant un appui au démarrage du projet et la réalisation de missions annuelles de supervision, qui permettront de faire le point sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs matériels, la conformité avec les responsabilités fiduciaires et le suivi des recommandations d'audit, et aboutiront à un accord sur les mesures à prendre pour améliorer encore la performance. Le FIDA et le gouvernement de l'État de l'Andhra Pradesh réaliseront un premier examen au plus tard 24 mois après la date de l'entrée en vigueur de l'accord de financement, puis un examen à mi-parcours dans les 18 mois suivants.

## IV. Coût, financement et avantages du projet

### A. Coût du projet

34. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas techniques et hausse des prix, est estimé à 148,8 millions d'USD sur une période de cinq ans. Cette estimation repose sur les hypothèses suivantes: i) une hausse des prix de 5% appliquée à tous les postes; ii) un taux de change de 70 roupies indiennes pour un dollar des États-Unis; et iii) des droits et des taxes de 12,5% sur les travaux et de 5% sur les biens, les intrants et les services.

### B. Financement du projet

35. Le projet sera financé approximativement comme suit: 75,5 millions d'USD, soit 50,7% du coût total, par le FIDA; 6,2 millions d'USD par le Fonds pour le développement de l'infrastructure rurale (RIDF); 42 millions d'USD par le Plan national de garantie de l'emploi rural Mahatma Gandhi (MGNREGS); 2,4 millions d'USD par le dispositif Rashtriya Krishi Vikas Yojana (RKVY); un financement de contrepartie du gouvernement équivalant à 13,9 millions d'USD, comprenant les droits et taxes, ainsi que les salaires du personnel détaché; et une contribution des bénéficiaires équivalant à 8,8 millions d'USD. Les taxes et droits représentent l'équivalent de 5,4 millions d'USD.

Tableau 1

**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		GoAP*		NREGS		RIDF		RKVY		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Systèmes de production résilients face au changement climatique	65 583	59	10 814	9.7	18 915	17	5 463	5	2 447	2.2	8 363	7.1	111 584
2. Résistance à la sécheresse par le biais de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles	5 809	19	835	2.7	23 108	74.8	717	2	-	-	455	1.5	30 925
3. Gestion du projet et enseignements tirés	4 108	65	2 225	35	-	-	-	-	-	-	-	-	6 333
<b>Total</b>	<b>75 500</b>	<b>50.7</b>	<b>13 875</b>	<b>9.3</b>	<b>42 022</b>	<b>28.5</b>	<b>6 180</b>	<b>4</b>	<b>2 447</b>	<b>1.6</b>	<b>8 818</b>	<b>5.9</b>	<b>14 842</b>

\* GoAP: gouvernement de l'État de l'Andhra Pradesh.

Tableau 2

**Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		GoAP		NREGS		RIDF		RKVY		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Travaux	2 386	6.9	2 325	6.7	28 790	83.1	611	2	-	-	541	1.3	34 653
Formation	5 253	99.9	6	0.1			-		-	-	-	-	5 259
Consultants	18 690	85.6	3 132	14.4			-		-	-	-	-	21 821
Biens, services et intrants	45 084	56.1	6 363	7.9	13 233	16.5	4 938	6	2 447	3	8 276	10.5	80 341
Dons et subventions	1 921	73.3	70	2.7	-	-	631	24	-	-	-	-	2 621
Traitements et indemnités	2 166	52.2	1 980	47.8	-	-	-	-	-	-	-	-	4 146
<b>Total</b>	<b>75 500</b>	<b>50.7</b>	<b>13 875</b>	<b>9.3</b>	<b>42 022</b>	<b>28.5</b>	<b>6 180</b>	<b>4</b>	<b>2 447</b>	<b>1.6</b>	<b>8 818</b>	<b>5.9</b>	<b>148 842</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

36. Les investissements réalisés dans le cadre du projet auront un taux de rentabilité économique interne global de 19%; la valeur actuelle nette (avec un taux d'actualisation de 10%) reste supérieure à 10% même si les coûts augmentent de 20% ou si les avantages diminuent de 20%. Les avantages ont été calculés en prenant en compte les deux modèles de systèmes de culture (sur terres rouges et sur terres noires, chacun pour une taille d'exploitation moyenne de 1,62 hectare) qu'il est possible d'appliquer sur ces types de sols. L'analyse de sensibilité confirme que le projet pourrait résister dans l'ensemble à des diminutions des avantages, comme à des augmentations des coûts.
37. Le projet devrait bénéficier à un total d'environ 643 500 individus, soit 165 000 ménages.

### D. Durabilité

38. Les interventions du projet seront durables. Si les pratiques agricoles améliorées proposées sont jugées utiles et rentables par les agriculteurs, elles seront conservées, sous réserve de la disponibilité d'intrants et de marchés. La plupart des services d'appui mis en place par le projet peuvent être gérés comme des entreprises par des individus ou de petits groupes informels.
39. La gestion de la demande en eaux souterraines sera pérennisée du fait de l'intégration des sous-comités de l'eau à la structure gouvernementale locale des GP. Il sera également important de maintenir les réseaux de partage des eaux souterraines; des dispositions ont été prises pour établir un fonds d'entretien des utilisateurs. De même, confier l'entretien des étangs de ferme (désensablage et réparations des parois) au(x) propriétaire(s) contribuera à renforcer le sentiment d'appropriation.

### E. Identification et atténuation des risques

40. Comme le montre de manière détaillée le cadre logique, le projet est exposé à un certain nombre de risques. Au niveau de l'objectif de développement, le changement climatique et l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre pourraient limiter la capacité de l'État de l'Andhra Pradesh à rivaliser, en termes de production agricole dans les zones pluviales du sud de l'État, avec d'autres régions de l'Inde bénéficiant d'une plus forte pluviométrie. Le risque climatique élevé auquel est exposé le projet sera atténué par l'accroissement de la productivité et le renforcement de la résilience de l'agriculture pluviale face au changement climatique. Si les problèmes de compétitivité de l'agriculture pluviale perdurent, des activités pourront être recentrées sur un élevage plus résilient et des zones limitées d'horticulture irriguée. Les risques associés à la résistance à la sécheresse par le biais de la gouvernance et

de la gestion des ressources naturelles seront atténués, entre autres, par l'établissement d'un fort sentiment d'appropriation des communautés pour la gestion de la demande locale en eaux souterraines, renforcé par des sanctions légales. Sur la base de l'évaluation de la gestion financière du projet, le risque fiduciaire est jugé élevé.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

41. Le projet est en parfaite harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA (2016-2025) ainsi qu'avec les politiques du FIDA en matière de ciblage et d'égalité des sexes, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de changement climatique et d'évaluation sociale, environnementale et climatique. Le projet a été classé en catégorie B; aucune évaluation environnementale supplémentaire n'est donc requise. Le risque climatique est jugé élevé.

### B. Alignement et harmonisation

42. Le gouvernement de l'État a participé activement à la formulation et à la préévaluation du projet. Ce dernier, en totale harmonie avec les structures gouvernementales existantes, à savoir le Département de l'agriculture et de la coopération et l'Agence de gestion agricole et technologique, sera dynamique et flexible. Les modalités proposées reposent sur l'évaluation actuelle des besoins du projet et pourront être modifiées si des exigences supplémentaires surviennent durant l'exécution.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

43. Le projet tendra à reproduire à plus grande échelle et à améliorer l'expérience de la gestion des eaux souterraines dans l'État de l'Andhra Pradesh afin de fournir une réponse holistique et intégrée au problème multiforme et complexe que constitue la forte sécheresse à laquelle sont confrontés de nombreux districts. Le projet développera et adaptera le programme participatif de surveillance hydrologique du projet Systèmes d'eaux souterraines gérés par les paysans de l'Andhra Pradesh, mis en œuvre avec l'aide de la FAO, et le complètera par des investissements publics et privés dans le partage des eaux souterraines et l'approvisionnement en eau. Un système de S&E complet, associé à des études spéciales, donnera des informations détaillées sur le processus et les résultats de la mise en œuvre du projet. Ces informations réuniront les enseignements tirés et collecteront des informations supplémentaires pour contribuer à la formulation des futures stratégies et au soutien à une meilleure convergence.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

44. Le projet permettra de générer des savoirs sur la gestion de l'eau et l'efficacité de l'utilisation de l'eau qui seront mis à profit pour l'élaboration future de politiques au niveau des États. L'étude hydrologique qu'il est proposé de conduire dans le cadre de la deuxième composante facilitera les décisions prises en matière d'exploitation, de reconstitution et de gestion des eaux souterraines; ses résultats seront repris dans les plans de gestion des GP et des unités hydrologiques et communiqués aux départements d'exécution concernés. L'expérience de la gestion communautaire de l'eau associant les GP et de la planification des ressources en eau au niveau des GP et des unités hydrologiques orientera les stratégies de l'État dans le domaine de la planification et de la gestion des ressources en eau ainsi que de la conservation des eaux souterraines.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un accord de projet sera conclu entre l'État de l'Andhra Pradesh et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.

46. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à soixante-quinze millions cinq cent mille dollars des États-Unis (75 500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement: "Andhra Pradesh Drought Mitigation Project"

(Negotiations concluded on 8 December 2016)

Loan Number: [\_\_\_\_\_]

Project Title: Andhra Pradesh Drought Mitigation Project (the "Project" or "APDMP")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) The Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

(B) The Project shall be carried out through the State of Andhra Pradesh (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement"), and to that purpose the Borrower shall make available to the State the loan proceeds;

(C) The State has requested National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD) to extend loan resources in the amount of USD 6 180 000 equivalent under the Rural Infrastructure Development Fund (RIDF), to partially finance the Project activities on the terms and conditions to be set forth in a Memorandum of Understanding to be entered between The State and NABARD.

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and Schedule 3 (additional covenants).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section E below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. The amount of the Loan is seventy five million five hundred thousand United State Dollars (USD 75 500 000).
2. The loan is granted on blend terms, with a maturity period 25 years with a grace period of 5 years, interest rate of 1.25% and a service fee of 0.75%.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1<sup>st</sup> of April.
5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.
6. The Borrower shall open and maintain a Designated Account denominated in USD, in the Reserve Bank of India. The Designated account shall be administered by the Office of CAA&A, Ministry of Finance.
7. The funds required for Project implementation at the State level will be maintained and administered by the State level Project Management Unit (SPMU), using Single Treasury System and State procedures.
8. The Borrower shall cause the State to open District Accounts, one for the benefit of each of the District Agriculture Technology Management Agency (ATMA) District Project Management Unit (DPMUs) in local currency opened and maintained in District Personal Deposit accounts as authorized by the State.
9. The Borrower shall strive to ensure that the State provides timely and adequate counterpart funding to the Project.

## Section C

1. At the National level, the Department of Economic Affairs of the Ministry of Finance of the Borrower will be the nodal agency for the Project.
2. At the State level the Department of Agriculture and Cooperation (DAC), Government of Andhra Pradesh, will be the Nodal Agency, while the Lead Project Agency shall be the Directorate of Agriculture (DoA) which will house the SPMU.
3. The following are designated as additional Project Parties:
  - (a) District ATMA
  - (b) A Lead Technical Agency (LTA) at State level
  - (c) District Facilitating agencies
  - (d) Other Technical Support Agencies (TSAs); and
  - (e) Any other stakeholder identified by the SPMU in agreement with the Fund.
4. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.
5. The Lead Project Agency, relevant line-agencies of the State and any other stakeholder identified by the State and the Fund, shall jointly carry out the First Main

review of Project implementation no later than eighteen months after the entry into force of this Agreement (the "First Main Review") based on terms of reference prepared by the SPMU and approved by the Fund.

6. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions, not later than thirty months from entry into force of this Agreement. However, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

#### Section D

The Loan shall be administered and the Project supervised by the Fund.

#### Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The SPMU and DPMUs shall have been duly established as per the Government State's Order.
- (b) The Additional Project Director/Chief Operating Officer at SPMU shall have been duly appointed.
- (c) Key Project staff responsible for Finance, Procurement and M&E at SPMU and Finance Staff at each of the DPMUs are recruited;
- (d) The PIM shall have been prepared by the Lead Project Agency and approved by the Project Steering Committee (PSC) and the Fund;
- (e) The Project Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the Fund and the State of Andhra Pradesh.

3. As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 1 000 000 incurred after September 1<sup>st</sup>, 2016 but before the date of entry into force of this Agreement to finance baseline survey, preparation of PIM, manuals and guidelines, and land surveys related to Component 2, engagement costs for procurement of implementing agencies and key staff costs shall be charged to category 3 – Consultancies, category 4- Goods services and inputs, and category 6 – Salaries and allowances may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance  
North Block  
New Delhi 110001, India  
Facsimile: +91-11-23094075

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [\_\_\_\_], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative  
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project description

1. *Project Area and target group.* The Project will focus on the five most drought-prone districts in the State of Andhra Pradesh: Chittoor, Anantapur, Kurnool and Kadapa (the Rayalaseema region), and Prakasam. The Project will be implemented in approximately 330 village clusters, a cluster more or less equate to a Gram Panchayat (GP), the lowest level of local government in India. A Gram Panchayat typically comprises two or three villages.

The target group categories will include all farmers and landless people in selected Project area including the Scheduled Castes (SCs) and Scheduled Tribes (STs) and vulnerable households such as women-headed households, households having person with disability (PwD) and migrated labour.

2. *Goal and development objective:* The overall goal of the APDMP is to improve the incomes of approximately 165,000 farm households and strengthen their resilience to drought. This goal will be achieved through the development objective of strengthening the adaptive capacity and productivity of agriculture in the rainfed zones of five districts in southern Andhra Pradesh. These efforts will be supported by a governance framework for water exploitation and irrigation development.

#### 3. *Components.*

3.1 Component 1: Climate resilient production systems aim to increase the resilience of crop and livestock production systems to drought, and provide farmers with information to provide adequate supplementary irrigation (locally called protective irrigation), improve soil fertility, irrigation efficiency, diversify cropping systems, and improve livestock productivity. The component's objective will be achieved through the following sub-components:

- i. Sub-component 1.1: Improved crop production systems will provide farmers with the information and skills needed to adapt their farming systems to climate change. This will be based on increasing their access to knowledge and skills, demonstration of new varieties and production technologies, understanding the risk of investing in different cropping system and by linking them to insurance products that reduce the risk of this investment. Yields will be increased through timely use of appropriate irrigation, integrated soil fertility management, improved germplasm, mechanisation, and new cultivation practices.
- ii. Sub-component 1.2: Improved livestock production will focus on drought resilient small ruminants (largely sheep in the project area) complemented by backyard poultry (for income diversification purposes), interventions will build on Department of Animal Husbandry (DoAH) activities, address gaps in last-mile delivery and build the capacity of vets, paravets, community animal health service providers and producers. This will be done through the support to community livestock facilitators providing fee-based services to sheep producers (improved housing, feeding and breeding) and a backyard poultry scheme targeted at the poorest women. This sub-component is a particularly important income-generating activity for the poorest households including marginal farmers, landless households, and widows.
- iii. Sub-Component 1.3: Strengthened farmer organisations whereby the project will take a flexible approach and work with and strengthen existing farmer organisations and create new organisations where needed, with the objective of providing a focal point for implementation of APDMP interventions which will continue to provide farmers with a range of services for drought-resilient agriculture such as input supply, seed multiplication, production services, machinery hire centres and marketing support.

3.2 Component 2: Drought proofing through NRM and water governance aims to mitigate drought and make agriculture more productive through the management of, and investment in, common property resources. The component's objective will be achieved through the following sub-components:

- i. Sub-component 2.1: Water governance will support water planning, and supply and demand management via water sub-committees at the Gram Panchayat level, with these forming Hydrological Unit Network (HUN) at the drainage basin level. Training and workshops will build local capacity and support development of surface water and groundwater planning and monitoring.
- ii. Sub-component 2.2: Water monitoring and conservation will invest in local hydrological and meteorological monitoring to support local decision making and planning of water resources, and in ensuring that GP water sub-committees and HUNs establish adequate working relationships with relevant administrations involved in water supply and demand monitoring. A pilot hydrological mapping of aquifers is proposed to complement available knowledge of and information on groundwater. Soil and water conservation activities will support the recharge of soil moisture and groundwater, and geographically targeted water harvesting activities will complement local water supply management.
- iii. Sub-component 2.3: Regeneration of common property rangeland will support vegetative methods for water conservation and strengthen community management of grazing, rainwater harvesting and other environmental services.

3.3 Component 3: Management and Lesson Learning. A State Project Management Unit (SPMU) will be established, with District PMUs located in each of the five districts. Lesson learning will cover water resource planning and management, drought-resilient agriculture and climate change adaptation, and development of policies for the crop and livestock sectors, especially for small ruminants.

## II. Implementation arrangement

### A. Coordination

1. *State Level.* Coordination at the highest level will be provided by a Project Steering Committee (PSC) chaired by the Chief Secretary or his nominee, with members being the Agricultural Production Commissioner, Principal Secretaries / Secretaries of Agriculture and Cooperation, Livestock and Fisheries, Water Resources and Rural Development, Finance and Chief General Manager, AP Region, NABARD. The PSC will meet twice-yearly to review the progress of APDMP and ensure that its activities are coordinated with other development efforts in the State. The PSC will also review and approve Annual Work plans and Budgets before incorporation into State plans and submission to IFAD for its approval. To ensure that APDMP is coordinated at a high level with other major programme supported by external agencies that address drought resilient agriculture in the State, the PSC may include a unified monitoring framework for review and providing guidance.

2. *District level.* At the district level coordination and convergence will be ensured by the District Collector. The District Collector or the Joint Collector (Development) will chair a Primary Sector Mission Committee with representatives of departments of Agriculture, Animal Husbandry, Horticulture and Water Resources/Groundwater, and SERP, to coordinate implementation of APDMP. The District Facilitating Agency, once engaged will also participate in the Committee meetings. The Committee will meet once in a quarter and ATMA Project Director at the district will be the Member-Secretary.

3. Village level. At the village level, APDMP activities will be coordinated through close links with Gram Panchayats (GP), which provides a major source of funds for soil and water conservation and for regeneration of common property rangelands. In locations where basin level water management planning is feasible, GP water management committees from this basin will work with district staff of the Department of Water Resources (DoWR) and the District Water Management Agency (DWMA).

## B. Management

4. The State Project Management Unit (SPMU) will be established by the Department of Agriculture and Cooperation and housed within the Directorate of Agriculture (DoA). It will be headed by the Director (or Commissioner) of Agriculture who will be ex officio Project Director. An Additional Project Director or COO will be engaged either as secondment from the State Service or recruited from the market to support the ex officio Project Director, with day-to-day management of the SPMU. The SPMU will include five technical specialists who are agricultural specialist; livestock specialist; horticultural specialist; natural resources management specialist; groundwater hydrologist/ engineer. These positions will either be filled by staff seconded from the relevant departments of the State government or recruited on the open market and employed on a contract basis. The SPMU will also have a Planning and Monitoring Manager, two Monitoring Officers, two IT specialists, one Finance Officer, one Procurement Officer and one Financial Support Officer along with administrative, financial and support staff - who will either be seconded from the government, or recruited on a contract basis.

5. District Project Management Unit (DPMU). Each of the five district Project management Units (DPMU) will be headed by the ATMA Director. The DPMU will be managed on a full time basis by an ATMA Deputy Project Director, assisted by two ATMA Assistant Project Directors seconded from the relevant departments of the State government. Administrative, MIS, Accounts and support staff will be hired on a contract basis. To ensure convergence with Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme (MGNREGS), which has an important role in the funding and construction of rainwater harvesting works, farm ponds and rangeland development, the DPMU will station one of its staff in the District Water Management Agency (DWMA) office responsible for the planning of MGNREGS.

6. *Lead Technical Agency.* The SPMU will contract an experienced organisation to be the Lead Technical Agency (LTA) at the State level. The LTA will be staffed by thematic specialists and support the SPMU in terms of advice on project strategies and approaches, capacity building, annual planning and review, process and impact monitoring, documentation and IT services.

7. District Facilitating Agencies. The SPMU will contract experienced facilitating agencies to implement the Project at the district level.

8. Other Technical Support Agencies. SPMU may also engage specialised UN Agencies like FAO and other international organizations to bring in global experience, best practices and learnings to support SPMU and the LTA in the key Project technical domains. These organizations and agencies may also bring in partial grant support for the Technical Assistance.

9. Other implementation partners. In addition APDMP will work closely with a number of GoAP departments and agencies. Apart from the technical line departments responsible for agriculture, horticulture, livestock and groundwater, the project will also work with the Rural Development Department and its agencies responsible for MGNREGS, Self-Help Groups (SHGs) and watershed development. The Project will also sign agreements for cooperation with a number of Central and State government research agencies like NGRI, Andhra Pradesh Space Applications Centre (APSAC), Agricultural Universities and with international research agencies.

10. **Subsidiary Agreement.** The State, through DoA, will enter into a Subsidiary Agreement, acceptable to the Fund, with each of the District ATMA Societies. Among other things, the provisions of the Subsidiary Agreement will include: (i) The District ATMA Societies declare its commitment to the goal and objective of the Project and, in furtherance of such goal and objective, they shall undertake to carry out the Project in accordance with the Financing Agreement and with the Programme Agreement; (ii) preparation of annual plan and fund flow arrangements; (iii) physical and financial reporting requirements; (iv) auditing and submission of Project Financial Statements; (v) adherence to IFAD Procurement Guidelines and approved Procurement Plan; (vi) using bank interest earned for eligible expenditures; (vii) adopting an accounting software to record and generate financial reports and (viii) applicability of IFAD Policy on Fraud and Anti-corruption. A draft Subsidiary Agreement shall be submitted to the Fund for its no –objection.

### **C. Programme Implementation Manual**

11. The SPMU shall prepare a draft PIM, with the support and guidance of the LTA to be approved by the PSC and the Fund. The PIM shall include procedures and processes for Programme implementation, financial administration and reporting and procurement of goods, works and services. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form approved by the PSC and the Fund and may make amendments thereto from time to time with the approval of the Fund.

12. The State shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

### **D. Planning and Monitoring and Evaluation (M&E).**

13. **Planning.** A draft Annual Work Plan and Budget (AWPB) will be consolidated by the SPMU with inputs from the DPMUs and other entities such as Lead Technical Agency (LTA) and District Facilitating Agencies (DFA). Each DPMU will consolidate the proposals that will come from project Gram Panchayat (GPs) or Farmers Producers' Organizations (FPOs). The draft AWPB will then be approved by the PSC in February, before being sent to IFAD along with the annual procurement plan for its approval.

14. The Monitoring and Evaluation (M&E) system will collect data and information to measure performance and progress towards project objectives. The M&E framework will collect, analyse and report on data at three different levels of project implementation: (i) outputs; (ii) outcomes; and (iii) impact, and will be a learning tool to provide information for critical reflection on project strategies and operations. The M&E setting-up, implementation and follow-up will be a joint responsibility of SPMU, DPMU, stakeholders under the prime responsibility of the Additional Project Director in the SPMU supported by the Planning and Monitoring Manager in the SPMU, with inputs from the Process Management Advisor, the IT Professional and Process M&E team in the LTA. The M&E results will include a Management Information System, Annual Progress Report, Mid-Term Review Report and Project Completion Report. The measurement of outcomes and impacts will be done through Annual Outcome Surveys and periodic impact assessments that will be described in further detail in the Project Implementation Manual.

Schedule 2  
Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated in USD	% of Eligible Expenditures to be financed
1 Works	2 200 000	100% net of Government, other financiers and beneficiary contributions
2 Training	5 000 000	100%
3 Consultancies	17 000 000	85%
4 Goods Services and Inputs	40 000 000	85%
5 Grants and Subsidies	1 800 000	95%
6 Salaries and allowances	2 000 000	90%
Unallocated	7 500 000	
<b>TOTAL</b>	<b>75 500 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Works” financed by IFAD include protective irrigation activities and water conservation activities.

“Training” financed by IFAD includes participatory planning, exchange events, curriculum development, demonstrations, internships and exposure visits for extension services.

“Consultancies” financed by IFAD include consultancy services, studies, Facilitating Agencies, Lead Technical Agency, Surveys, Remote Sensing Applications, Short term Technical Assistance. International Technical Assistance is financed by IFAD at 100%.

“Goods, Services and Inputs” financed by IFAD include activities related to crop productions systems as climate information centres, extension services, soil fertility management, protective irrigation. For livestock production systems, activities include support to sheep production, support to backyard poultry. Support to farmer organizations, support to water governance, water monitoring and conservation.

“Grants and Subsidies” financed by IFAD include promotion of crop rotation, bund plantation, biomass nursery. Fund for Innovation and Pilot testing is financed by IFAD at 100%.

“Salaries and Allowances” includes operating costs, salaries of contracted staff and excludes Salaries and allowances of Government staff seconded to APDMP.

### Schedule 3

#### Additional Covenants

1. Gender mainstreaming in APDMP will be guided by IFAD's Gender Equality and Women's Empowerment Policy 2012. Gender issues and concerns will be addressed in a cross cutting manner across all components and sub-components and in programme management. The Project will enable women and men to have equal voice and influence in rural community organisations and farmers' organizations and achieve a more equitable balance in workloads and in sharing of economic and social benefits.
2. Within one year from entry into force of the financing agreement, the Project will have a fully drafted gender strategy that will facilitate women's participation in: (i) water management committees and farmer-producer organisations (FPOs); (ii) demonstrations and extension activities on improved practices and less water-demanding and more nutritious crops; (iii) drought resilient cropping and livestock systems; (iv) protective irrigation; (v) enforcement of water sharing and improved management of surface and groundwater.
3. *Staffing.* The designation or selection through competitive recruitment of the staff assigned to the State Project Management Unit (SPMU) and District Project Management Units (DPMUs) will be carried out in accordance with Section 7.11 of the General Conditions.
4. *Procurement.* The procurement of goods, works and services under APDMP financed from resources provided or administered by IFAD will be undertaken in accordance with IFAD's Project Procurement Guidelines approved in 2010 and as amended from time to time

## Negotiated project agreement: "Andhra Pradesh: Drought Mitigation Project"

(Negotiations concluded on 8 December 2016)

Loan Number: [\_\_\_\_\_]

Project Title: Andhra Pradesh: Drought Mitigation Project (the "Project" or "APDMP")

The State of Andhra Pradesh of the Republic of India (the "State") acting by its Governor  
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) By Financing Agreement dated [\_\_\_\_\_] (the "Financing Agreement") between the Republic of India (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower a loan in the amount of seventy five million five hundred thousand United State Dollars (USD 75 500 000) for the purposes of partially financing the Project, but only at the condition that the State agree to undertake such obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(D) By a Memorandum of Understanding (the "Subsidiary Agreement"), to be entered into between the State, through Directorate of Agriculture (DoA), and each District Agriculture Technology Management Agency (District ATMA) for the purpose of implementing the Project, the State shall make a portion of the proceeds of the Financing as received from the Borrower in accordance with the Financing Agreement, together with other funds required for carrying out the Project in the State, available to ATMA Societies on terms and conditions set forth therein;

(E) The State has requested National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD) to extend loan resources in the amount of USD 6 180 000 equivalent under the Rural Infrastructure Development Fund (RIDF), to partially finance the Project activities on the terms and conditions to be set forth in a Memorandum of Understanding to be entered between The State and NABARD;

(F) The State, in consideration for the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth.

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.
4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions.
5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forebear from taking such actions.

## Section B

1. In accordance with the Financing Agreement and the Preamble of this agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with each of the District ATMA Societies in form and substance acceptable by the Fund.
2. The State shall duly perform all its obligations under each Subsidiary Agreement, the Financing agreement and this Agreement and shall cause each of the District ATMA Societies to perform all of its obligations under the Subsidiary Agreement. The State shall ensure that each other Project Party or implementing agency shall perform their respective obligations under the Project and under each other subsidiary agreement or memorandum of understanding which may be entered into to implement the Project.
3. As provided for in the Financing agreement, the State shall provide advance funds including its counterpart funds in an amount approximately of thirteen million nine hundred thousand United States Dollars equivalent (USD 13 900 000) for implementing APDMP activities as per the approved AWPB net of funds available with Directorate of Agriculture, and shall ensure that under normal circumstances no budgetary cuts are imposed on Directorate of Agriculture. The State shall ensure that the RIDF funds received from NABARD are promptly released in advance to the Lead Project Agency.
4. The State, shall strive to undertake proactive measures for convergence of other Government schemes, in particular Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme (MGNREGS), Rashtriya Krishi Vikas Yojana (RKVY), and contributions from beneficiaries in an amount of approximately fifty three million three hundred thousand United States Dollars equivalent (USD 53 300 000), to achieve the Project development objective.
5. The State shall cause the SPMU to enter into contracts, through the Directorate of Agriculture, with service providers including for international technical assistance and administer the agreements as per the provisions contained therein.
6. The State shall take appropriate and necessary actions to implement the agreed actions resulting out of the First Main Review of Project Implementation, Mid Term Review and the annual Supervision Missions.

Section C

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

(\_\_\_\_\_)

Facsimile : \_\_\_\_\_

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [\_\_\_\_\_], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the State.

STATE OF ANDHRA PRADESH

\_\_\_\_\_  
(Authorised Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
President

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A)/ Risks(R)
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Goal:</b> Improve the incomes of 165,000 farm households and strengthen their resilience to drought.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 75 percent of households report increased assets of 20% (W/M) (ST/SC)</li> </ul>	0	124 000	RIMS+ impact surveys	At baseline and completion	Contracted agency	Continued economic stability ensures an expanding market with reasonable prices for farm products (A); Effective coverage of Gvt social safety net programmes (PDS)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reduction in the prevalence of child malnutrition(Boys/Girls)</li> </ul>	0	5%	RIMS + impact surveys + on-going health and nutrition surveys by GVT			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of households reporting cultivation of more than 2 crops in kharif, at least 15% increase in rabi cultivated area, and integration with livestock</li> </ul>		165 000	Annual survey	Yearly	Project M&E unit / contracted agency	
<b>Development objective:</b> Strengthen the adaptive capacity and productivity of agriculture in the rainfed zones of 5 districts in southern AP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Overall project profitability</li> </ul>	EIRR=19%	EIRR=19%	Annual outcome surveys (drought resilience index)	Yearly	Project M&E unit	Climate change and other opportunities combine to mean the rainfed areas of southern AP can no longer compete with more favoured part of India (R).
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of households reporting increased adaptive capacity*</li> </ul>	TBD	165 000				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Average annual income from farm activities (W/M) (ST/SC)</li> </ul>	INR47 000 per HH	INR 67500 per HH				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of farmers using protective irrigation and the area receiving protective irrigation (W/M) (ST/SC)</li> </ul>	35,310 farmers 42,762 ha	52,800 farmers 52,662 ha				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Yield of main crops relative to non-project farmers.</li> </ul>	G-nut rainfed 650kg/ha, irrig. 900kg/ha	G-nut rainfed 800kg/ha, irrig. 1200kg/ha				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Offtake of sheep breeding flocks</li> </ul>	30%	50%				
<b>Component 1: Climate resilient production systems</b>							
<b>Outcome 1:</b> Adoption of more productive and resilient crop and livestock production systems Output 1,1: Improved crop production systems	<ul style="list-style-type: none"> <li>No of farmers (W/M) (ST/SC) who adopt sustainable PoP for rainfed crops, and/or livestock, and/or supplemental irrigation</li> </ul>	0	132,000	Annual outcome survey	Yearly	DPMU and District FAs	PoP are profitable and sustainable
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Numbers of farmers (W/M) (ST/SC) accessing CLIC services</li> </ul>	0	132,000	DPMU reports	Annually / seasonally		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Numbers of farmers (W/M) (ST/SC) trained via FFS</li> </ul>	0	115,500	DPMU & FA reports	Yearly	Project M&E unit	Control of wild animal damage by community (A)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased production of nutritious crops (coarse cereals, pulses and vegetables) (W/M) (ST/SC)</li> </ul>	710 kg/HH/yr	1120 kg/HH/yr				

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A)/ Risks(R)
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.2 Improved livestock production systems for small ruminants and poultry	▪ Number of livestock producers using Pashu Sakhi services	0	43,000	Annual outcome surveys Pashu Sakhi records	Yearly  Quarterly	Project M&E unit DFA	Migration of sheep flocks reduces as better grazing, enabling provision of supporting services (A)
Output 1.3 Farmer Producer Organizations established	▪ No of FPOs established and registered	0	40	DPMU reports	Quarterly		FPOs continue to be a major part of policy for the agricultural sector (A)
<b>Component 2: Drought proofing via NRM &amp; governance</b>							
<b>Outcome 2:</b> Water committees empowered at GP and HUN level to plan investments in water supply and manage water demand	▪ No of functional Water Committees at GP and HUN level in project area	TBD	300	Water Management Plan adoption survey Annual assessment of the performance of water committees at GP and HUN levels	yearly	GP WMC supported by DFA organisations Via FA and Dept of GW	Economic and other pressures mean communities fail to reach agreement on, and enforce, sustainable water resource management.
Output1.1: Water Management Committees established in Gram Panchayats and strengthened take lead in water governance	▪ Water Management Committees (WMC) established	0	330	DPMU reports	monthly	DFA	Govt policy continues to allow GP to make local decisions on the use of groundwater resources (A)
Output 1,2: Rainwater harvesting and conservation infrastructure built and maintained	▪ Water harvesting capacity	0	Increase of 9.9 million m <sup>3</sup>	DPMU reports	Monthly	DFA	Effective convergence with MGNREGS and other state programmes for soil and water conservation and rangeland development (A)
Output 1,3: Common property rangelands developed	▪ Area of improved rangeland	0	42,900 ha	DPMU reports	Quarterly	DFA	
<b>Component 3: Management and lesson learning</b>							
<b>Outcome 3:</b> Lessons from the project identified and utilised to inform future development strategies.	▪ Three major lessons from APDMP discussed within the government and public institutions	N/A	3	PMU reports	Yearly	SPMU	Champions for drought mitigation identified and lobby for replication of APMP approach
<b>Outputs:</b> 3.1 Lesson learning-related documents and events	▪ Number and type of evidence-led documents and events	0	21	PMU reports	Yearly	SPMU	Project able to engage experts who can prepare high calibre documents and events.

1- Adaptive capacity to drought is defined as the number of farm HHs having access to at least four project activities of the following: i) Participation in Groundwater Sharing arrangements, ii) Access to weather and other crop/livestock information through CLICs, iii) Access to micro-irrigation, iv) Participation in crops FFS, v) Participation in livestock FFS, vi) access to Pashu Sakhi services and vii) Access to fodder from regenerated common property resources.